

Crise et horizons post-néolibéraux^{*}

Gérard Duménil⁺ et Dominique Lévy⁺⁺

^{*} Article préparé pour le numéro 51 d'*Actuel Marx* : « Néolibéralisme : Rebond-rechute ».

⁺ Email : gerard.dumenil@u-paris10.fr

⁺⁺ Email : domi.levy@free.fr

Le propos de cette seconde contribution au présent dossier est directement politique¹. La question centrale est le dépassement du néolibéralisme en tant qu'étape de l'histoire du capitalisme, dans les circonstances nouvelles créées par la crise actuelle. L'accent est mis sur les vieux « centres », États-Unis et, à un moindre degré, l'Europe, mais une comparaison est faite avec la Chine. Un lien est, finalement, établi avec la situation prévalant en cette fin d'année 2011, dont traite notre première contribution.

Préliminaires théoriques : Ordres sociaux et libéralisme

Prolongeant le cadre analytique que nous avons développé dans des travaux antérieurs², cette section introduit brièvement deux types de considérations théoriques préliminaires. Un premier thème est celui d'*ordre social*, résitué dans la dynamique historique générale des forces productives et rapports de production. Il débouche sur une reformulation de la théorie de l'État. La nécessité de ce préliminaire se comprendra aisément, sachant que le néolibéralisme est un ordre social, et qu'on s'interroge ici sur la nature d'un nouvel ordre social susceptible de lui succéder. Le second champ est celui du *libéralisme*. Son importance tient à la tension existant entre, d'une part, la présence du terme dans l'appellation d'un ordre social (un « nouveau libéralisme » revendiqué par ses tenants) et, d'autre part, les pratiques propres à l'hégémonie des classes capitalistes dans le néolibéralisme. Cette tension ne pourrait que s'exacerber dans l'hypothèse de la continuation de l'hégémonie capitaliste au-delà du néolibéralisme. On trouvera une présentation plus complète de ces thèmes dans deux notes³.

1. *Modes de production, ordres sociaux et État*. Loin de s'interrompre la dynamique historique des forces productives et rapports de production se poursuit au sein du mode de production capitaliste. Un aspect central en est la socialisation du travail ou, de manière équivalente, de la production, c'est-à-dire l'acquisition par la production de caractères sociaux (de la société) : les processus de production ne peuvent plus se concevoir comme le fait d'un individu ou d'un groupe d'individus déterminés, mais comme composantes de vastes réseaux d'interdépendances (dans l'entreprise, dans les économies nationales et dans le monde). Les mécanismes financiers y jouent un rôle central (notamment les interrelations résultant de l'action des dits « marchés »). La socialisation croissante est inséparable de la montée de l'organisation ; elle requiert des coordinations entre institutions indépendantes sans lesquelles augmenteraient fortement les formes d'instabilité macroéconomique potentielles.

Cette socialisation est un processus continu, mais son cours est aussi marqué par certains changements brutaux. Une métamorphose de grande ampleur s'est ainsi produite à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, marquant l'entrée dans le « capitalisme moderne ». On peut en distinguer trois aspects : (1) la révolution des sociétés par actions ; (2) la révolution

¹ Voir notre première contribution, « Dettes souveraines : Limites du traitement keynésien d'une crise structurelle », pp. 999-999.

² « Une théorie marxiste du néolibéralisme », *Actuel Marx*, vol. 40, 2006, pp. 24-38, et « Néolibéralisme : dépassement ou renouvellement d'un ordre social », *Actuel Marx*, vol. 40, 2006, pp. 86-101 ; plus récemment dans *The Crisis of Neoliberalism*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 2011.

³ G. Duménil, D. Lévy, « Dynamiques historiques : Modes de production, classes, ordres sociaux et États », <http://www.jourdan.ens.fr/levy/dle2012d.pdf>, 2012 ; « Libéralisme : Idéologie et pratiques de la propriété capitaliste », <http://www.jourdan.ens.fr/levy/dle2012e.pdf>, 2012.

financière (constitution des grandes banques liées à ces sociétés) ; et (3) la révolution managériale (la délégation des tâches de gestion à des cadres secondés par des employés). La structure de classe du capitalisme s'en trouva transformée, d'une structure bipolaire (capitalistes/ travailleurs) vers une configuration tripolaire : (1) les classes capitalistes dont la propriété est matérialisée dans des titres ; (2) les classes de cadres ; et (3) les classes populaires d'employés et d'ouvriers. Par « classes supérieures », nous entendons les capitalistes et les cadres, les deux classes qui partagent la maîtrise des moyens de production dans le capitalisme moderne. Avec ces trois révolutions, le pouvoir des classes capitalistes s'incorporait dans celui des institutions financières, définissant ce que nous appelons « la Finance », les classes capitalistes et leurs institutions financières. Une seconde mutation majeure fut la révolution de la macroéconomie (ou révolution keynésienne) au terme de la Seconde Guerre mondiale. Cette révolution se fit en réaction à l'instabilité macroéconomique et financière croissante résultant des progrès de la socialisation.

La dynamique des forces productives et rapports de production, dont le processus de socialisation est un aspect central, s'est accompagnée de la montée des cadres. Ils sont les *agents* de l'organisation et des coordinations requises par les progrès de la socialisation. Leur fonction dans la maîtrise des moyens de production et les formes de gouvernance étatique, ainsi que leur position relativement privilégiée dans les structures de revenus, les positionnent clairement en tant que classe. Nous appelons « hypothèse » cadriste, la possibilité de l'affirmation d'un nouveau mode de production au-delà du capitalisme, dont les cadres seraient la classe dominante. Le capitalisme actuel apparaît ainsi comme une formation sociale hybride, un « capito-cadrisme ».

Trois grandes crises structurelles précédèrent la crise actuelle : (1) la crise des années 1890 ; (2) la crise de 1929 ou dépression des années 1930 ; et (3) la crise des années 1970. A l'occasion de ces crises, les hiérarchies et compromis de pouvoir entre les classes furent redéfinies dans des « ordres sociaux » d'une trentaine d'années : (1) la première hégémonie de la Finance (ou hégémonie financière) ; (2) le compromis social de l'après-Seconde Guerre mondiale (précédé du New Deal ou du Front populaire), caractérisé par une alliance entre les classes de cadres et les classes populaires (donc porteur d'une certaine répression financière) – une alliance à gauche – sous le leadership des cadres ; et (3) la seconde hégémonie de la Finance dans le néolibéralisme, caractérisée par une alliance entre les classes capitalistes et les cadres – une alliance à droite – sous le leadership des classes capitalistes. La première et la troisième crise structurelle (1890 et 1970) sont des crises de *rentabilité*, causées par la diminution antérieure du taux de profit. La seconde (1929) et la crise actuelle sont des explosions provoquées par les pratiques inhérentes à l'hégémonie financière, où les classes capitalistes reculent toutes les limites à leur pouvoir et revenus (ce que Marx avait décrit dans le *Manifeste* comme un comportement d'apprenti sorcier), des *crises d'hégémonie financière*.

Le rapport entre le mode de production et les ordres sociaux n'est pas seulement que les seconds définissent une périodisation interne au premier ; la relation est dynamique. Les transformations des rapports de production aboutirent à l'établissement de la configuration de classe tripolaire introduite antérieurement, dont les composantes sont à la base des configurations sociales dans les ordres sociaux propres au capitalisme moderne. La prise d'autonomie des cadres des entreprises et des administrations dans le compromis social de l'après-guerre se fit en harmonie avec la maturation des rapports de production, la socialisation croissante de la production requérant les coordinations dont les cadres sont les agents. A l'inverse, le néolibéralisme fut établi en réaction à ces tendances, en consacrant inévitablement certains aspects (par exemple, l'organisation dans les entreprises) et en récusant d'autres (par exemple, certaines formes d'intervention étatique, comme la réglementation financière).

La relation directe entre le pouvoir de la classe capitaliste et l'État comme instrument de ce pouvoir est une caractérisation trop simple du rapport social étatique. L'État est l'ensemble des institutions et des mécanismes à travers lesquels se « constitue » la configuration de pouvoir (de classe) propre à chaque ordre social (domination et compromis) ; il est également l'instrument de l'exercice de ces pouvoirs.

2. *Hégémonie financière et libéralisme*. Le libéralisme est entendu ici comme une doctrine politique, dont les implications économiques sont fortes. Il est inséparable du développement du capitalisme. Ses contenus se sont significativement transformés au cours du temps. On le saisit ici du point de vue des XX^e et XXI^e siècles. Dans ce champ, la limitation des interventions étatiques en constitue un aspect central.

Dans son idéologie et ses pratiques, le libéralisme manifeste très explicitement une telle aversion vis-à-vis des interventions étatiques. Un examen plus soigneux montre, cependant, que, plus que d'un rejet, il s'agit d'une *sélection* par les classes capitalistes des interventions selon le critère de la conformité à leurs intérêts. Les interventions étatiques sont nombreuses et fortes, notamment dans le néolibéralisme où un transfert des fonctions correspondantes s'opère en direction d'institutions (comme les banques centrales, la Commission européenne, le FMI, les agences de notation...) hors du contrôle inhérent à la vie politique traditionnelle. Nous qualifions ces institutions étatiques (dans un sens étendu) d'« extradémocratiques », malgré les ambiguïtés du terme « démocratie » dans des sociétés de classe.

Dans tous les ordres sociaux, y compris ceux se réclamant du libéralisme, les formes d'intervention étatique contribuent au renforcement du pouvoir des cadres des institutions centrales (donc, au-delà de l'entreprise), car ils en assurent les fonctions. La montée en puissance de cette fraction des cadres prend des formes menaçantes (notamment dans les situations de crise, comme dans le New Deal) vis-à-vis de l'hégémonie des classes capitalistes. Ces menaces mettent en question la relation de *discipline/alliance* entre capitalistes et de cadres.

De ce fait (outre les pertes de revenu liées aux réglementations financières), les classes capitalistes manifestèrent, de manière récurrente, des réticences face aux avancées de ces interventions, en dépit de leur nécessité (comme dans le refus des politiques macroéconomiques et de stabilisation financière). Les crises d'hégémonie financière sont, très largement, les produits de ces retards. La menace que représente la montée des cadres est réelle. Le compromis social de l'après-guerre, où ils jouèrent un rôle directeur en alliance avec les classes populaires, en a fait la démonstration aux yeux des classes capitalistes. A ces tensions, il n'existe pas de solution « harmonieuse » selon les critères des classes capitalistes, et la poursuite de ces dynamiques est grosse de l'élimination de ces classes en tant que propriétaires de moyens de production.

Au-delà du néolibéralisme : Trois voies alternatives

Ce cadre théorique suggère la possibilité de l'affirmation de divers types d'ordres sociaux dans la foulée du néolibéralisme, selon la configuration des dominations et alliances de classe. La première sous-section traite de deux d'entre eux, dans lesquels serait préservée l'hégémonie des classes supérieures, sous le leadership de l'une ou l'autre composante, capitalistes ou cadres. La seconde est consacrée à un nouveau compromis social auquel seraient associées les classes populaires.

Deux hégémonies des classes supérieures

Un premier ordre social ressemble au néolibéralisme qu'il prolonge le plus directement, une « troisième hégémonie financière » mais post-néolibérale ; le second en diffère davantage, car il substitue le leadership cadriste à celui des classes capitalistes, un « néomanagérialisme » :

- *La troisième hégémonie financière, post-néolibérale.* Du fait de la poursuite de l'hégémonie financière, on pourrait définir cette première voie comme la continuation du néolibéralisme⁴, mais le terme « néolibéralisme » qui fait déjà problème dans la référence aux trente années auxquelles il s'applique, deviendrait de plus en plus inapproprié. La poursuite de cette hégémonie s'accommoderait de nouvelles avancées de l'intervention étatique. Une préférence forte s'établirait en faveur des formes de gouvernance extradémocratiques, où le leadership capitaliste devrait s'exprimer fortement (par exemple, dans la définition des objectifs des banques centrales, comme c'est déjà le cas dans le néolibéralisme). De nombreuses pratiques manifesteraient des caractères « auto-disciplinaires ». On peut songer, par exemple, à la substitution de procédures encadrées par les institutions boursières aux transactions de gré à gré, ou aux progrès de certaines formes d'auto-réglementation comme dans les règles de Bâle relatives aux structures des bilans des banques. On peut également concevoir certaines restrictions aux activités des institutions permettant l'évasion fiscale, comme les paradis fiscaux, ou le développement de politiques industrielles. Bien entendu, l'établissement de formes de coordination au plan international ouvre un volet d'importance majeure (comme dans les collaborations entre les banques centrales).

- *Le néomanagérialisme.* Cette voie passe par le renforcement du pouvoir des cadres, assurant un leadership en alliance avec les classes capitalistes. Les hiérarchies de revenus sont redéfinies, impliquant certaines limitations à ceux du capital. Le rôle des institutions de caractère étatique est considérablement renforcé et les modes de gestion des entreprises sont modifiés. Les formes de gouvernance extradémocratiques sont favorisées, comme ci-dessus dans la nouvelle hégémonie financière (deux hégémonies des classes supérieures), mais le rôle directeur appartient aux cadres (par exemple, dans la définition d'objectifs de croissance). La portée de la réglementation est beaucoup plus considérable, notamment concernant les mécanismes financiers ; la possibilité de politiques industrielles plus ambitieuses est ouverte.

Les caractères de cette société restent fortement marqués par les hiérarchies de classe et les dynamiques sociales tendent activement à leur perpétuation. Pour les classes capitalistes, le glissement vers le néomanagérialisme, politiquement à droite, est un moindre mal, un sursis, à l'opposé d'itinéraires politiquement orientés à gauche. L'alliance de droite, sous le leadership cadriste, leur ouvre la porte de leur propre mutation conformément aux transformations des rapports de production. Mais elle ne saurait, cependant, remédier à leur déclin relatif *en tant que* classes de propriétaires des moyens de production⁵.

Une caractéristique commune de ces deux ordres sociaux dans les pays du centre serait l'accentuation de l'exploitation des classes populaires. Cette intensification revêtirait la forme de la diminution des pouvoirs d'achat des classes populaires, à laquelle on pourrait associer la réduction des protections sociales en matière d'emploi, de santé, de retraites et d'éducation. Dans le cas de la troisième hégémonie financière, l'objectif serait une forme de tiers-mondisation des pays du centre où coexisteraient des classes supérieures richissimes et des classes populaires hyperexploitées – la reproduction sur le territoire national des processus d'exploitation au plan mondial.

⁴ C'est en ces termes que nous nous exprimions dans *The Crisis of Neoliberalism*, *op. cit.* note 2.

⁵ *ibid.*, ch. 5.

Concernant le néomanagérialisme, on ne saurait en attendre des avancées, en termes d'efficience, d'une ampleur similaire à celle dont la révolution managériale fut porteuse, car il s'agirait d'un changement d'ordre social et non d'un progrès majeur des rapports de production⁶. Mais la transformation partielle des objectifs de gestion et des politiques économiques est susceptible de promouvoir des avancées significatives.

Du fait de son efficience comparativement inférieure, on peut anticiper que l'accentuation de l'exploitation des classes populaires serait plus rigoureuse dans la troisième hégémonie financière, le néomanagérialisme étant susceptible de conduire à un sort plus favorable des classes populaires si elles le revendiquaient⁷.

Les deux options partagent les mêmes ambiguïtés concernant les limitations possibles au libre échange et à la libre mobilité des capitaux. Les propriétaires et les cadres des sociétés transnationales sont simultanément impliqués. Ces restrictions sont difficilement compatibles avec la stratégie d'exportation de capitaux (sous toutes ses formes) propre aux classes supérieures. La conscience du déclin de l'hégémonie des vieux centres pourrait-il introduire à de telles restrictions, dans quelle mesure et à quelle échéance ?

Un compromis à gauche

Les résistances au néolibéralisme n'ont jamais cessé et ont souvent contribué à en ralentir les avancées, suscitant, à chaque fois, l'espoir d'un renouveau. On ne tentera pas ici d'en dresser le bilan. Les analyses précédentes font, pourtant, peu de cas des luttes des classes populaires. Elles reposent sur l'*hypothèse* que, dans les pays capitalistes avancés et dans les périphéries, le traumatisme qu'a représenté l'échec du mouvement ouvrier se réclamant du socialisme et du communisme ne sera pas surmonté rapidement. La « fin des utopies » fut un des leviers idéologiques de l'offensive néolibérale – où certains identifient une « fin de l'histoire ». Il faut, évidemment, souhaiter que nos sociétés retrouvent ce chemin de l'émancipation, et, même, tenter modestement d'y contribuer. Une tout autre conjoncture serait alors créée. Car c'est bien de cela dont il s'agit, redonner aux luttes un horizon politique au-delà de l'amnésie historique et des déclarations de bonnes intentions.

Les conditions d'un tel réveil sont, à la fois, économiques et politiques. Il est difficile de prédire à quels désordres une nouvelle hégémonie de la Finance pourrait conduire et d'anticiper sur les effets de crises à répétition concernant une éventuelle politisation à gauche des classes populaires. Quel rôle certaines fractions des classes pourraient-elles

⁶ Les trois révolutions qui marquèrent l'entrée dans le capitalisme moderne susciteront un gain extraordinaire d'efficience, qui se manifesta dans la croissance du taux de profit du début du XX^e siècle jusqu'aux années 1960, malgré la hausse du salaire réel. La crise de 1929 ne fit que masquer cette avancée, qu'elle accéléra en fait. On peut douter qu'une transformation d'une telle ampleur se reproduise dans l'histoire du capitalisme, malgré les efforts néolibéraux visant à l'augmentation de la rentabilité. Nous avons consacré de nombreux travaux à l'analyse de ces mécanismes (*La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Presses Universitaires de France, Paris, 1996 ; « The Classical Marxian Evolutionary Model of Technical Change », in Setterfield M. (ed.), *Handbook of Alternative Theories of Economic Growth*, Edward Elgar, Aldershot, England, 2011, pp. 243-274.).

⁷ Les modalités de l'accentuation de l'exploitation propres aux deux ordres sociaux, sont évocatrices des deux formes d'augmentation de la plus-value : plus-value absolue pour le premier, plus-value relative pour le second.

alors jouer ? Les classes populaires des périphéries sont-elles porteuses de plus grands espoirs qui s'ajouteraient à ceux du centre ?

Ainsi, même si l'état des luttes de classe en cette fin d'année 2011 n'incite pas à l'optimisme, on ne peut écarter l'option d'un troisième ordre social, un *social-managérialisme*, marquant une rupture plus radicale encore dans les hiérarchies et compromis de classe, car le compromis social y basculerait à gauche. Cependant, il s'agirait toujours d'un ordre social de classe, dominé par les cadres. Les fractions gestionnaires traditionnelles, ou techniciennes et scientifiques, y joueraient un rôle prépondérant aux côtés des cadres des institutions étatiques ; on peut pronostiquer que les cadres financiers entreraient à reculons dans de telles configurations, car leurs pouvoirs et intérêts exorbitants dans le néolibéralisme seraient remis en question. Cette voie, comme la social-démocratie qu'elle prolonge, reposeraient sur l'alliance entre cadres et classes populaires sous la poussée de ces dernières, garantes de la poursuite de ces trajectoires par les cadres à l'opposé des sirènes du néomanagérialisme ou d'une troisième hégémonie financière. Bien que les rapports de classe soient maintenus, cette pression populaire viserait à leur atténuation, et au tout premier chef, à la répression des classes capitalistes, voire à leur élimination progressive, une tâche que l'ordre social de l'après-guerre n'a pas su mener à bien.

Les implications politiques de ces interprétations sont considérables et dépassent les limites de la présente étude. *Émancipation* (de gauche) et *organisation* (managériale) se conjuguent sur les voies du social-managérialisme, mais il faut être conscient des risques inhérents à l'amalgame entre ces deux aspects comme deux inséparables facettes d'un même « socialisme ». L'économique (supposé déterminant) et l'organisation qu'il promeut ne produisent pas spontanément l'émancipation, c'est pourquoi il peut exister un managérialisme (un cadrisme), de toute manière une société de classe, de droite (le néomanagérialisme). La configuration de gauche du managérialisme, un cadrisme qui ne s'opposerait pas frontalement à l'émancipation des classes populaires mais serait susceptible d'y contribuer, ne peut être que le produit des luttes des classes populaires⁸.

États-Unis et Chine : Jeux de miroirs

Le contraste est grand entre les situations des États-Unis et de la Chine, dans des positions presque symétriques sur l'éventail qu'on peut caractériser simplement comme allant du laisser-

⁸ Marx avait bien perçu et analysé la montée de l'organisation et des cadres (G. Duménil, , 1975, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble ; G. Duménil, M. Löwy, E. Renault, *Lire Marx*, Presses Universitaires de France, Paris, 2009, p. 245-252 ; G. Duménil, D. Lévy, *Au-delà du capitalisme ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 1998). C'est, à n'en pas douter, dans des formes d'*hyper-démocratie* (telles que celles mises en œuvre dans la Commune de Paris) que Marx entendait la venue au monde de l'*organisation* socialiste. Mais la volonté politique ne se substituait-elle pas alors à l'analyse historique ? C'est là un des thèmes centraux de l'ouvrage co-signé par Jacques Bidet et Gérard Duménil (*Altermarxisme. Un autre marxisme pour un autre monde*, Presses Universitaires de France, Quadrige, Essais-Débats, Paris, 2007). Dans son dernier livre, Bidet évoque ainsi avec vigueur l'« erreur de Marx » (p. 52) dont la correction « exclut la forme téléologico-historique du grand récit qui va de la société marchande capitaliste à l'*organisation* socialiste concertée », car l'*organisation* est également facteur de classe (*L'État-monde. Libéralisme, socialisme et communisme à l'échelle globale*, Presses Universitaires de France, Paris, 2011).

faire à l'interventionnisme. L'avenir du néolibéralisme est en jeu des deux côtés du Pacifique. On va donc en traiter successivement. Mais, dans les deux cas, le grand jeu des classes supérieures est soumis au risque du réveil des classes populaires. De ces trajectoires dépendra la nouvelle configuration des hégémonies internationales, car le plus efficace économiquement l'emportera politiquement.

États-Unis : L'exigence managériale

La situation économique aux États-Unis est très incertaine, sachant que la mesure n'a pas encore été prise de la profondeur du problème à résoudre. La Finance états-unienne a survécu aux premières phases de la crise, même si les voies triomphales ouvertes dans les premières décennies de sa seconde hégémonie lui sont désormais fermées. Toutes les Droites tenteront de conquérir encore davantage sur les classes populaires et feront leur possible afin de prévenir les empiétements sur les revenus des classes supérieures, notamment par l'impôt et les réglementations. Les orientations dessinées par Barak Obama en cette fin de l'année 2011 sont plus modérées, mais elles ne remettent pas en question les fondements de l'hégémonie financière.

La crise actuelle aux États-Unis montre, cependant, clairement la nécessité de l'encadrement des mécanismes financiers et de la correction des déséquilibres de la macroéconomie. Un programme vigoureux visant à la protection du secteur manufacturier encore situé sur le territoire national et à la conduite de politiques industrielles est requis, et il semble difficile d'exclure certaines limitations au libre échange et à la libre mobilité des capitaux. L'urgence est grande, car si le leadership de la Finance se prolonge, même dans des formes quelque peu ajustées, les États-Unis perdront encore plus vite qu'ils le font présentement leur hégémonie internationale.

Nous soutenons donc la thèse que la nécessité d'ajustement est si forte aux États-Unis que la défense conséquente des intérêts fondamentaux des classes supérieures et de l'hégémonie internationale du pays exigerait une transformation radicale dans le sens du néomanagérialisme. En cette fin d'année 2011, on peut, pourtant, se demander quel choc économique, politique ou social, à une échéance indéterminée, favoriserait l'établissement d'une telle configuration plutôt que la troisième hégémonie financière qui succéderait naturellement à la première folie droitière que laisse craindre une victoire des Républicains aux élections de 2012.

Chine : Les sirènes libérales à l'épreuve de la crise

Les yeux sont désormais fixés sur la Chine, et le monde auquel introduira la crise actuelle sera largement déterminé par le destin de ce pays.

La Chine est-elle socialiste, construit-elle le socialisme ? La formule officielle du « socialisme aux caractéristiques chinoises » est un tissu d'ambiguités⁹. Si l'on entend par « socialisme » une société telle que celle que Marx appelait de ses vœux, l'expression est clairement inappropriée. Une chose est sûre, la société chinoise est fortement managériale quant au rôle du gouvernement central, des administrations locales, et, inséparablement, du Parti

⁹ Un résumé récent (et plaidoyer en faveur) des thèses officielles peut être trouvé dans : E. Cheng, X. Xin, « Fundamental Elements of the China Model », *International Critical Thought*, vol. 1, n° 1, 2011, pp. 1-10.

communiste¹⁰ ; la question du rôle des cadres des entreprises est plus complexe, compte tenu de la montée de la propriété capitaliste et des formes d'hybridation de la propriété dans d'importants secteurs de l'économie. Le terme « socialisme » est parfois utilisé en Chine par les défenseurs des thèses officielles, en référence à cette conduite musclée des affaires publiques, notamment dans le traitement de la crise de 2008.

Le cas de la Chine de Hu Jintao et de Wen Jiabao (respectivement, Secrétaire général du Parti communiste et Premier ministre) – l'ère dite « Hu-Wen », depuis les premières années 2000 – mérite, à ce titre, une attention particulière. S'y combinent la progression ultra rapide d'un secteur capitaliste et le maintien d'un contrôle vigoureux par le centre, gouvernement et Parti communiste. Si la Chine des années 2000 s'est fait une place de premier plan dans la mondialisation néolibérale, les méthodes de gouvernement économique et social du pays demeurent fort peu libérales. On peut citer :

- Le contrôle du taux de change du renminbi et des transactions sur cette monnaie, malgré quelques assouplissements récents.
- Le contrôle des mouvements de capitaux (investissements directs et de portefeuille) de la Chine et vers la Chine. Ces politiques prennent appui sur la place de Hong Kong, aux frontières de la Chine des réformes et de la mondialisation financière néolibérale.
- Un système bancaire massivement possédé par l'État et au service du développement par le jeu de crédits octroyés de manière très permissive aux entreprises. Ce système de crédit est très peu rentable, à supposer qu'il le soit, tout cela aux antipodes du néolibéralisme où la rentabilité du secteur financier est une chose sacrée. Il a clairement été mis au service de la croissance, ce qui contribue à libérer l'initiative des gestionnaires mais également celle de la classe capitaliste montante. Simultanément, se développe un nouveau système financier privé ou semi-public, dans le contexte général de pragmatisme propre à la Chine actuelle.
- L'encadrement encore contraignant des marchés financiers, notamment des bourses.
- Une politique industrielle très active s'appuyant sur la propriété étatique des grandes entreprises des secteurs jugés primordiaux.

Surgit ainsi la question cruciale du positionnement effectif des alliances de classe dans ce pays, à gauche ou à droite ? Il va de soi que le critère d'une configuration sociale de gauche n'est pas la subordination à la ligne du Parti communiste contrairement à la terminologie en usage en Chine. La question est de déterminer si l'alliance des cadres, notamment du centre, penche davantage vers les classes populaires ou les classes capitalistes en expansion ? Dans la première hypothèse, « socialisme » pourrait désigner un ordre social évocateur de celui de l'après-guerre, un social-managérialisme. Il est difficile de parler de « social-démocratie » – même dans l'acception restreinte de « démocratie de classe » – dans un pays où le débat social est mené au sein du Parti sans la sanction d'un vote de la population autre que formelle¹¹. Dans le contexte chinois, en l'absence de réforme des institutions politiques, « social-

¹⁰ L'idéologie politique officielle, en cette fin d'année 2011, est celle d'une conduite scientifique du développement (*Scientific development concept*). Le gouvernement se ferait donc au nom du « savoir », dans une perspective très managériale et, bien entendu, se réclamant de l'intérêt du peuple.

¹¹ Dans nos pays, le « débat » social – dont l'enjeu est la détermination de la configuration de pouvoir (dominations et compromis) – est également interne aux classes supérieures, mais les méthodes de l'exercice du pouvoir sont distinctes.

managérialisme » renverrait au rôle majeur des cadres des administrations et du Parti communiste, et à un progrès social bien affirmé (progrès des pouvoirs d'achat, de l'éducation, de la protection sociale...).

Mais les politiques fortes se combinent, en Chine, au soutien du développement d'un secteur proprement capitaliste, dans un contexte social où des conditions de travail et de vie particulièrement difficiles sont imposées à de vastes segments des classes populaires. La notion de néomanagérialisme serait alors la plus appropriée pour décrire la situation présente. Selon cette interprétation, un leadership est exercé par les cadres, notamment des administrations (centrales et locales), mais en alliance avec les classes capitalistes montantes et les cadres des entreprises. La *nouveauté* de ce managérialisme (comme dans le préfixe « néo ») serait très différente de celle manifeste aux États-Unis ; elle renverrait au managérialisme (un cadrisme bureaucratique) d'avant les réformes, ainsi renouvelé, au lieu du « capitalisme managérial » de l'après-guerre états-unien (une autre dénomination du compromis social de l'après-guerre mettant l'accent sur la « technostucture »¹²). Resterait ouverte, de toute manière, la possibilité de la transition graduelle vers une hégémonie financière évocatrice de l'éventuelle troisième hégémonie financière états-unienne, à ceci près, qu'en Chine, ce serait la première.

Les incertitudes attachées à la société chinoise doivent ainsi être pensées dans un tel schéma analytique. La société chinoise aurait trois options : (1) poursuivre les aspects néomanagériaux de la société actuelle (l'alliance avec les classes capitalistes mais sous la bannière des cadres, au moins du centre) ; (2) renforcer les tendances, également en cours, menant à une hégémonie financière (le basculement vers le leadership capitaliste) ; ou (3) tendre vers le social-managérialisme, l'alliance entre cadres et classes populaires, dont un aspect essentiel est la répression financière dans une mesure dépassant les restrictions actuelles (en dernière instance favorables à l'accumulation du capital), impliquant donc la confrontation avec les classes capitalistes, une nouveauté dans le cours actuel de la Chine. La hausse de certains salaires et les efforts réalisés en matière de protection sociale, quelles que soient leur limites, pourraient être interprétés comme les manifestations d'une telle transition vers le social-managérialisme.

Les tendances en cours trahissent une errance aux frontières, comme en témoigne le passage de l'ère Jiang Zemin, Secrétaire du Parti communiste entre 1989 et 2002, marquée par les options néolibérales du premier ministre Zhu Rongji, à l'ère Hu-Wen. Si ces ambiguïtés ne sont pas qu'apparentes, viendra le temps où elles devront se résoudre.

Si le néomanagérialisme est bien la meilleure caractérisation des aspects dominants des tendances inhérentes à la société chinoise actuelle, la crise du néolibéralisme la conduira-t-elle à poursuivre sur cette voie, tout comme les crises russes et asiatiques déterminèrent les orientations dans ce pays. La crise sera-t-elle susceptible de pousser les États-Unis à s'y engager ?

Que le meilleur gagne

On a rappelé dans notre première contribution à ce dossier la rapidité de la montée des pays émergents dans l'économie mondiale depuis le milieu des années 1990, et les racines politiques de l'immobilisme qui gèle, actuellement, le potentiel de réaction des États-Unis. Et

¹² J.K. Galbraith, *The New Industrial State*, Penguin Books, London, 1969.

il va sans dire que la situation n'est pas plus brillante en Europe, compte tenu de ses divisions et de son enfermement dans les logiques néolibérales.

Le temps est venu de lier ici les analyses des hiérarchies économiques et hiérarchies internationales. La relation est étroite. Au plan historique, les hégémonies anglaise puis états-unienne reposèrent sur des prééminences économiques (que les positions internationales dominantes contribuaient à consolider), celle résultant de la révolution industrielle puis celle issue du nouveau cours qui se matérialisa dans les trois révolutions de la fin du XIX^e siècle qui marquèrent la naissance du capitalisme moderne aux États-Unis. Le plus performant s'imposa finalement¹³. Le Président Woodrow Wilson lorsqu'il conduisit les États-Unis sur la voie d'un impérialisme informel ne faisait que tirer les conséquences politiques du constat de la supériorité acquise par son pays.

Du point de vue étroit des classes supérieures états-uniennes ou chinoises considérées dans leurs deux composantes, capitalistes et cadres, la crise du néolibéralisme fait apparaître l'importance du néomanagérialisme. Les aspects néomanagériaux de la société chinoise y font la démonstration de l'efficience potentielle de cet ordre social. Nous soutenons donc que la même option serait la seule planche de salut aux États-Unis. Elle tempérerait, au moins, les effets de la montée de la Chine et du déclin états-unien.

Gestation : Pré-ordres sociaux

Les affrontements que suscitent la crise actuelle et les politiques mises en œuvre sont les signes avant-coureurs de l'établissement d'un nouvel ordre social (ou plusieurs selon les pays ou régions du monde). Mais entre les mouvements observés et la définition de nouvelles voies stabilisées dans des ordres sociaux, la distance peut être considérable. C'est à cet intervalle que la présente section est consacrée. Elle permettra de tisser un lien avec les développements de notre première contribution à ce dossier, concernant les affrontements politiques suscités par la crise, surtout aux États-Unis.

Le précédent des années 1930 et 1940

L'analyse de la sortie de la précédente crise d'hégémonie financière, celle des années 1930, suggère une distinction sans véritable portée conceptuelle, mais d'importance pratique dans l'analyse de la situation actuelle du capitalisme, entre ordres sociaux et des périodes préliminaires en précédant la venue au monde. Un choc de l'ampleur de la crise de 1929 conduisit à des expériences historiques de durées significatives, qu'on ne saurait qualifier d'ordres sociaux constitués : les États-Unis du New Deal et de l'économie de guerre, la France du Front populaire, l'Allemagne nazie ou le militarisme japonais...

Tout semble opposer ces diverses configurations. Elles ont, pourtant, manifesté des options économiques possédant certains traits communs. Des politiques économiques vigoureuses étaient requises et se combinèrent aux objectifs militaires. Les gouvernements s'engagèrent dans les affaires économiques et les cadres des administrations publiques jouèrent un rôle central. De fortes politiques macroéconomiques et industrielles furent mises en œuvre ; des règles de fixation des prix et des salaires furent édictées. Rien qui ressemble aux politiques

¹³ C'est la thèse d'Alfred Chandler dans son analyse du déclin anglais face aux États-Unis (*Scale and Scope. The Dynamics of Industrial Capitalism*, Harvard University Press, Cambridge, MA, London, England, 1990).

néolibérales. Indépendamment de ce trait commun – l'intervention étatique – les alliances sociales ont pu s'établir à droite ou à gauche, et le sort fait aux classes capitalistes et aux classes populaires s'en trouva modifié¹⁴.

Ces configurations politiques et économiques transitoires – des « pré-ordres sociaux », marqués d'un déterminisme désordonné et, dans certains cas, monstrueux – ne se sont pas perpétuées après la Seconde Guerre mondiale. Elles étaient trop profondément marquées par la gravité de la crise économique et les affrontements sociaux et internationaux de l'époque pour survivre à la résolution de ces tensions. Le compromis social de l'après-guerre, dans ses diverses modalités, définit ultérieurement les caractères communs aux principaux pays capitalistes et témoigna d'une grande modération par comparaison aux années 1930 et 1940.

Affrontements et hésitations

En dépit d'évidentes différences avec les années 1930 et 1940, les courants politiques qui s'expriment, aux États-Unis, face à la crise en cette fin d'année 2011, tels que décrits dans notre première contribution à ce dossier, sont l'expression de tels atermoiements. Le premier courant manifeste les exigences les plus fortes : (1) équilibre budgétaire ; (2) exigence vis-à-vis des classes populaires ; et (3) refus de la réglementation. Le second se singularise par les traits suivants : (1) acceptation des arbitrages entre déficits, d'une part, et maintien de l'activité et de l'emploi, d'autre part ; (2) répartition plus équitable des coûts engendrés par la crise ; et (3) appui sur la réglementation et des politiques industrielles. L'administration Obama témoigne présentement d'une attitude mal définie, que manifestent certains projets de taxation de la richesse des riches, rapidement abandonnés, et certaines volontés de réglementation financière, pour l'heure inabouties. Les choix politiques apparaissent moins clairement en Europe, alors que la crise de la dette est imputée à la « mauvaise gestion » de certains états, sans mise en cause du néolibéralisme.

Les courants actuels, dans la mesure où ils anticipent sur les nouveaux ordres sociaux, n'en sont que des ébauches. On peut en donner divers exemples. Considérant, en premier lieu, le thème crucial de la répartition des revenus, la nouvelle hégémonie financière et le néomanagérialisme seraient chacun caractérisé par des hiérarchies spécifiques entre revenus du capital et hauts salaires (et entre hauts salaires des secteurs financiers et nonfinanciers) ; dans l'urgence de la crise, ces arbitrages ne peuvent être réglés ; les inclinations politiques se matérialisent, par exemple, dans des choix en matière d'imposition. Il en va de même des conditions imposées aux classes populaires ; dans la gestion de la crise, les options divergentes revêtent, par exemple, la forme de la préservation ou coupure de certaines dépenses de protection sociale, ou des politiques de luttes contre le chômage ou d'aide aux

¹⁴ Si le New Deal a bien été directement causé par la crise de 1929, les circonstances qui aboutirent à l'établissement des autres régimes sont plus complexes, notamment les conditions créées par le traité de Versailles et les avancées du mouvement socialiste. La politique du Troisième Reich, conduite par son ministre des finances, Hajlmar Schacht, fut très interventionniste et est souvent comparée au New Deal. La crise de 1929 et les politiques mises en œuvre en Occident furent un des facteurs de la montée de l'ultranationalisme au Japon, dans le contexte du militarisme beaucoup plus ancien. La coïncidence de ce militarisme et de la crise poussa à une puissante restructuration industrielle impulsée par l'État. La politique économique de l'Italie fasciste fut libérale jusqu'en 1926, puis fortement interventionniste compte tenu des problèmes rencontrés dès avant 1929, puis de l'impact de la dépression mondiale à partir de 1931.

chômeurs conduites par le second courant, par opposition à l'instrumentalisation de la détérioration de la situation prônée par le premier courant. Les choix relatifs à la réglementation sont susceptibles de se matérialiser plus immédiatement, mais la gestion de la crise ne pourrait marquer que des commencements. Les ordres sociaux, dégagés des exigences et incertitudes propres à la gestion de la crise, devraient manifester des niveaux de cohérence fortement accrus.

Une lecture de classe

Ces analyses suggèrent une interrogation plus fondamentale : les affrontements politiques actuels sont-ils susceptibles d'une interprétation renvoyant à des positions de classe distinctes ? L'importance de cette question tient au lien qu'une réponse positive établirait entre *pré-ordres* et *ordres sociaux*.

On se souviendra de la brève définition donnée de l'État plus haut, comme le cadre institutionnel où se constitue le compromis social et l'agent de sa mise en pratique. Dans une telle perspective, la recherche des assises sociales d'un courant politique (notamment, d'un parti, mais plus généralement de tout groupe plus ou moins constitué manifestant des options politiques) prend la forme de sa « localisation » sur un éventail dont les arêtes sont déterminées par des positions de classe strictement définies : par exemple, « quelque part » dans le compromis de droite entre classes capitalistes et classes de cadres. Il ne s'agit pas simplement d'*hybridation*, ce qui dénierait déjà sensiblement la recherche d'une correspondance simple entre politiques et classes, mais aussi des *dynamiques historiques* sous-jacentes, compte tenu des incertitudes dont elles sont marquées.

Cette grille de lecture conduit aux appréciations suivantes des assises des courants actuels dans les structures de classe :

- Le premier courant renvoie directement aux classes capitalistes et aux fractions des cadres qui leur sont le plus directement liées, les cadres du haut des hiérarchies et les cadres financiers. De manière plus dynamique, la crispation se fait par rapport à la crainte des alternatives impliquant potentiellement les classes populaires. Ce courant est clairement annonciateur des formes de la troisième hégémonie financière.

- Le second courant manifeste certaines tendances « cadristes », dans des formes modérées et sans se dégager des ambiguïtés propres aux cadres, susceptibles de jouer un rôle directeur dans le néomanagérialisme ou le social-managérialisme. Cette double potentialité est ici cruciale et témoigne d'une ambiguïté fondamentale sous-jacente aux courants se réclamant du keynésianisme en général, en dernière analyse, à l'image de la position intermédiaire des cadres dans le capito-cadrisme.

Ce courant prône une intervention étatique forte ; il met également en avant « un certain degré » de répression financière ; ces deux arbitrages sont des expressions du rôle potentiel directeur des cadres dans les deux ordres sociaux, la différence étant ici inscrite dans ces « degrés ». Ce courant plaide également pour la préservation de la situation des classes populaires, en matières de revenus, de protection sociale, d'emploi, etc., et cherche donc une certaine ouverture vers ces classes ; cette inclination témoigne des potentialités propres au leadership des cadres dans le social-managérialisme et de la modération possible du néomanagérialisme à cet égard (relativement à la violence de la troisième hégémonie financière). D'autres propositions comme la réduction des revenus des riches ou leur taxation sont compatibles avec les deux options, tout étant affaire, ici également, de degré.

L'aspect dynamique est important car les tenants de cette voie médiane, confrontés aux exigences des classes capitalistes et aux risques ainsi encourus par l'ensemble de la société,

devraient se déterminer face à des choix embarrassants face à des situations de radicalisation des luttes sociales. Si la confrontation s'opérait avec le premier courant, les tenants de ce second courant pencheraient, sans doute, dans la direction de l'alliance avec les classes populaires. Mais dans l'hypothèse de la radicalisation des luttes populaires, on pourrait pronostiquer un repli de leur part en direction de l'alliance néomanagériale entre cadres et capitalistes, sous le leadership des cadres.

Le facteur national : Persévérence chinoise – sursaut états-unien ?

Le diagnostic porté sur la situation actuelle des États-Unis et l'analyse des potentialités des ordres sociaux alternatifs susceptibles de succéder au néolibéralisme nous a conduit à formuler la thèse suivante, qui tient en deux propositions : (1) La dimension des tâches à accomplir dans ce pays est telle qu'une reprise en main vigoureuse est nécessaire ; (2) Seule la voie néomanagériale serait susceptible de relever le défi.

Mais le constat réalisé à la section précédente concernant la gestation d'ordres sociaux potentiels aux États-Unis suggère un tableau particulièrement négatif des forces sociales susceptibles d'introduire à une telle remontée du pouvoir des cadres, notamment de ceux du centre. C'est un filet de voix qui nous parvient depuis de l'aile gauche du Parti démocrate et de la part de quelques économistes keynésiens. L'analyse des fondements de classe sous-jacents à ces courants a bien fait surgir quelques aspects révélateurs d'une volonté d'action de cadres motivés par la reprise en main d'une situation catastrophique. Mais on a également souligné les ambiguïtés des positions de classe de ce courant, dont l'expression ultime est une forme d'indétermination des options politiques, balançant entre les alliances à droite ou à gauche. On en perçoit mal l'écho dans la population. Quelles que soient les ambiguïtés de sa démarche et les contraintes, le Président Obama semble se diriger vers une nouvelle alliance sous hégémonie financière. Si l'on rassemble ces observations – le tableau des hésitations propres aux élites d'un courant keynésien, ses incertitudes de classe et la faiblesse du mouvement populaire – les chances d'un nouveau leadership des cadres que requerrait la situation semblent faibles, même au bénéfice d'une alliance à droite.

Dans notre livre consacré à la crise, nous avons soutenu la thèse de la possibilité, en fait de la nécessité d'un point de vue états-unien, d'un « sursaut national », supportant la transition du leadership capitaliste vers une reprise en main néomanagériale, elle seule pouvant permettre aux États-Unis de ralentir l'affaiblissement de leur hégémonie : un nouveau cours d'efficience est requis pour garantir une hégémonie internationale, même partagée. Ses conditions sont politiques, c'est-à-dire s'analysent dans le champ des rapports de classe. Le ressort en serait le nationalisme. Mais le symétrique est également vrai de l'autre côté du Pacifique, où le facteur national est un élément clef du débat social au sein des élites et anime l'ensemble de la population. Là, ce facteur a, clairement, déjà changé le cours de l'histoire.

La Chine saura-t-elle préserver la conduite de son économie sans que ses classes supérieures cèdent aux charmes du néolibéralisme, comme en Russie ou, dans des circonstances différentes, au Japon ? Un tel sursaut national se produira-t-il aux États-Unis ? De ces options dépendra la nouvelle face du monde.